

CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE
(articles L. 134-2 et R. 134-20 à 33 du Code de l'Environnement)

Secrétariat : MTES, DGALN/DEB, Tour Séquoia, 92055 La Défense cedex

SEANCE du 22 juin 2018

DELIBERATION N° 2018-16

**AVIS DÉLIVRÉ AU MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
PRÉALABLEMENT À LA DÉCISION DE RENOUVELLEMENT DE CLASSEMENT
DU PARC NATUREL RÉGIONAL DE CORSE**

Le Conseil national de la protection de la nature, délibérant valablement,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 134-2 et R. 134-20 et suivants,

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R. 133-4 à R. 133-14,

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2,

Vu le règlement intérieur du conseil national de protection de la nature pris par arrêté en date du 25 avril 2017,

Le CNPN est saisi du projet de charte révisée du parc naturel régional (PNR) de Corse au stade de l'avis final. Précédemment, il a rendu un avis intermédiaire lors de sa séance du 10 juin 2016.

La représentante de la préfète de Corse rappelle que le Syndicat Mixte du PNR de Corse (PNRC) est un partenaire incontournable pour la mise en œuvre des politiques publiques portées par l'État, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire. Considérant que la charte approuvée par délibération de la Collectivité de Corse le 29/03/2018 répond à l'ensemble des observations de l'avis intermédiaire de l'État du 10/08/2016, le Préfet de Corse a transmis le projet de charte au ministère chargé de l'environnement avec un avis favorable au renouvellement du classement du parc le 15/05/2018. La représentante de la Préfète de Corse indique que l'État sera particulièrement attentif au suivi de la mise en œuvre de la charte.

Le CNPN entend ensuite le rapporteur, qui avait déjà rapporté lors de l'avis intermédiaire. Il souligne l'attention portée par le CNPN à cet avis intermédiaire et relève notamment les points suivants :

- La charte répond à la demande de lisibilité exprimée par le CNPN dans son avis intermédiaire.
- La priorisation des actions est précisée dans un document spécifique sur le 1er programme triennal (2019-2021). Si des moyens importants sont prévus sur certaines actions emblématiques (renforcement du gypaète, gestion des lacs de montagne...) avec les moyens budgétaires escomptés, d'autres actions présentées comme prioritaires paraissent nettement moins bien dotées, au point que l'on peut s'interroger sur leur caractère réellement prioritaire.
- Concernant les engagements des signataires, dans son avis intermédiaire, le CNPN avait souhaité qu'ils soient plus précis et renforcés. De façon générale, les engagements des communes et des EPCI ont en effet été précisés. Globalement, on peut considérer les engagements comme relativement ambitieux et de nature à permettre un réel contrôle citoyen sur leur respect durant la durée de la charte.
- Sur le plan du parc ne figurent plus les limites des communes qui avaient été ajoutées sur la version du plan et qui avaient été expressément demandées dans l'avis intermédiaire ; des limites de communes seraient fort utiles, surtout pour les communes qui ne sont que partiellement classées.
- Le dispositif de suivi-évaluation est détaillé dans un chapitre spécifique, intégré au rapport de charte.
- La gouvernance du PNRC fait l'objet de plusieurs développements qui éclairent la question posée dans l'avis intermédiaire sur la valeur ajoutée du PNRC dans le dispositif territorial mis en place par la Collectivité de Corse. Le rôle et les attributions des 7 commissions thématiques (plus 1 spéciale sur les refuges) sont précisées page 200. L'annexe 7 propose un état des lieux de l'apport du PNRC à chacun des programmes, plans et schémas à l'œuvre sur son territoire qu'ils soient portés par l'Etat ou par la Collectivité, et en particulier au PADDUC sur chacune de ses orientations stratégiques. Ces tableaux analytiques appellent sans doute une vue plus synthétique mais visent à témoigner du rôle d'assembler du PNR sur son territoire.

L'audition de la délégation portant le projet permet d'échanger sur les principaux enjeux liés à la mise œuvre de la charte.

Après délibération du conseil, le projet de charte et le principe du renouvellement de classement du parc naturel régional de Corse pour une durée de quinze ans, sont mis au vote à main levée :

15 voix pour,

0 voix contre,

1 abstention.

Le CNPN est favorable au renouvellement du classement du parc naturel régional de Corse et au projet de charte qui le motive et qui constitue son projet de territoire.

L'avis est motivé par les considérations suivantes :

Le CNPN note la bonne prise en compte des observations formulées dans son avis intermédiaire du 10 juin 2016. De façon générale, le projet de charte a nettement progressé sur des points importants ; toutes les observations émises dans l'avis intermédiaire n'ont pas été suivies, soit par un choix argumenté pour certaines d'entre elles (maintien de la structure territoriale de la charte surtout), soit sans explication particulière pour d'autres. Quoique très dense, le document tel qu'il est réalisé permet de naviguer assez aisément entre le rapport et le plan du parc, avec des encadrés cartographiques utiles dans le corps du rapport. Les annexes essentielles ont été intégrées à la charte.

Le rapport répond donc aux exigences formelles d'une charte de PNR et le projet ainsi développé fait preuve d'un bon niveau d'exigence et d'ambition pour le territoire. Le fort taux d'adhésion des communes indique que le projet est largement approprié par les acteurs.

Le CNPN recommande au Syndicat mixte, pour la mise en œuvre de la charte, suivant ses missions :

- **Périmètre :**

Le CNPN prend acte de l'extension du périmètre d'étude de 171 à 180 communes par une délibération de l'Assemblée de Corse en date du 27 janvier 2017, c'est-à-dire après l'avis intermédiaire en CNPN ; cet avis intermédiaire a été suivi dans sa préconisation d'inclure la commune de Moncale (enclavée dans la commune de Calenzana) au périmètre d'étude, mais l'extension à huit autres communes est un élément nouveau, inhabituel à ce stade de la procédure de labellisation.

Cette extension de 171 à 180 communes ne remet pas fondamentalement en cause l'équilibre ni la cohérence territoriale du PNR. Elle permet de boucher la dent creuse de Moncale, et simplifie le tracé du PNR sur sa limite ouest, dans quatre secteurs d'une à trois communes chacun, disséminés entre les reliefs au-dessus de Cargèse au nord et le Sarténais au sud. Par rapport à sa configuration antérieure, le PNR reste centré sur la longue échine montagneuse qui traverse l'île du nord-ouest au sud-est (incluant les deux extrémités du GR 20), jusqu'aux deux façades littorales, avec un renforcement net de la fenêtre littorale ouest de part et d'autre de la Réserve naturelle de la Scandola.

La campagne d'adhésion à la charte a abouti à un territoire compact de 178 communes qui ont approuvé le projet de charte sur 180 consultées. Une seule dent creuse apparaît sur le territoire de parc (commune d'Isolaccio-di-Fiumorbo à l'est), l'autre commune non-adhérente (Casalabriva) se trouvant en bordure de territoire et n'impactant pas la cohérence de l'ensemble. Ce taux d'adhésion reflète l'implication forte du territoire dans ce projet de territoire.

- **Présentation du plan du parc :**

Le plan du parc ne montre pas les limites des communes partiellement classées. Le CNPN demande de bien veiller à ce que les documents des futurs porter à connaissance reprennent les délimitations du parc précisément. Par sécurité juridique il ne doit pas y avoir d'incertitudes sur les limites du parc. Un atlas pour chaque commune en partie classée doit être annexé.

- **Compatibilité des documents d'urbanisme :**

- Le CNPN attire l'attention des porteurs du projet sur le fait que la charte du PNR est autonome par rapport au PADDUC et qu'il faut traiter dans celle-ci, avec une rédaction claire, les questions qui ont vocation à être appréhendées dans les documents d'urbanisme locaux dans un rapport de compatibilité, tout en veillant à ce que ses dispositions ne soient pas contradictoires avec celles du PADDUC, dès lors que ces documents d'urbanisme doivent être compatibles avec l'un et l'autre.

- Si le CNPN reconnaît l'intérêt de la démarche de consolidation du PADDUC engagée sur le volet Trame verte et Bleue par la Collectivité de Corse à travers son Office de l'environnement de la Corse, elle souligne que l'utilisation du terme SRCE dans la charte prête à confusion (puisque la Corse n'est pas concernée par ce document), et propose de le remplacer par « document valant SRCE » ou l'équivalent.

- **Composition du conseil scientifique :**

Le CNPN prend acte de l'engagement à intégrer un géologue au sein du conseil scientifique du PNR de Corse, afin que celui-ci soit notamment en mesure de traiter des questions relatives au patrimoine géologique, le territoire du PNR de Corse étant riche en géosites remarquables dont certains listés dans l'Inventaire National du Patrimoine Géologique.

- **Suivi-évaluation :**

La définition d'indicateurs précis chiffrés apparaît nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre de la charte pour en permettre une évaluation effective.

- **Plan départemental des espaces, sites et itinéraires (PDESI):**

En attendant que la nouvelle collectivité unique se dote d'un plan des espaces, sites et itinéraires à l'échelle insulaire, le CNPN suggère qu'une démarche équivalente soit rapidement menée sur le territoire du Parc, en s'appuyant sur l'ancien PDESI Corse du Nord dans les aspects où il donnait satisfaction.

- **Protection du patrimoine naturel et de la biodiversité :**

- Pour permettre une gestion effective des sites Natura 2000, le CNPN demande à l'autorité de gestion de rendre possible la mobilisation des crédits FEADER nécessaires (animation, mesures agro-environnementales et contrats) à partir du Plan de développement régional de la Corse (PDRC).

- Le CNPN est très favorable au projet d'extension de la réserve naturelle de Scandola et à la mise en œuvre de la SCAP en Corse de façon globale. Le projet de charte mentionne des projets de créations de réserves sur quatre sites importants de montagne.

- Le CNPN recommande qu'une étude sur l'impact des pratiques du pastoralisme en Corse sur la biodiversité soit réalisée.

- Etant donné le rôle fondamental que joue le pastoralisme dans le maintien des paysages traditionnels et la biodiversité, le CNPN encourage le Parc à engager une action efficace en matière de maîtrise foncière nécessaire à la poursuite de cette pratique.

- **Paysages et préservation des paysages et du cadre de vie :**

- Concernant la question essentielle du paysage et de sa gestion concertée au sein des trois axes territorialisés de la charte (montagne, espace rural, littoral/mer), le CNPN encourage les collectivités du PNR de Corse à mobiliser l'outil "plan de paysage" mis à disposition via l'appel à projets désormais annuel géré par la DREAL.

- La maîtrise de la publicité est traitée dans l'objectif 2.3.2 pour l'espace rural, un encadré propose des préconisations qui doivent guider à l'avenir toute commune qui souhaiterait réguler la publicité sur son territoire. Le CNPN regrette que cette question ne soit pas reprise explicitement dans l'axe sur l'espace littoral et demande que cela soit pris en compte dans le cadre de la mise en œuvre.

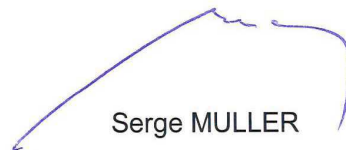
Le CNPN demande à l'État en région de s'assurer du suivi de ses recommandations et de ses remarques.

Le président de la commission
« espaces protégés »



Roger ESTEVE

Le président du Conseil national de la
protection de la nature



Serge MULLER